# Roumanie : le Président Iohannis accusé d'être entré en campagne électorale

**Description**

Alors que la pression populaire en faveur de la lutte contre la corruption est forte depuis deux ans et que la Roumanie assure la présidence du Conseil de l'Union européenne jusqu'à la fin du semestre, le président de la Roumanie Klaus Iohannis a signé, le 25 avril 2019, un décret de convocation d'un référendum consultatif national sur la Justice en marge des élections européennes du 26 mai. Annoncée officiellement dès la fin mars, l'organisation de ce vote avait été au préalable entérinée par le Parlement roumain (décision législative N°8/2019).

En conflit avec la présidence, le Parti social-démocrate au pouvoir était cependant opposé à la tenue de ce référendum. Le 26 avril, le Président justifiait l'animosité du gouvernement à l'égard de cette consultation populaire par la volonté du gouvernement de Viorica Dăncilă de « *protéger certains de ses hauts-fonctionnaires* ».

Face à ses détracteurs et afin de mobiliser les électeurs en sa faveur lors de la prochaine échéance électorale, K. Iohannis s'est déplacé dans plusieurs grandes villes roumaines au cours des dernières semaines. La multiplication de ces voyages en pleine campagne électorale a suscité de nombreuses critiques, ses opposants y voyant un moyen pour le chef de l'État de se mettre en valeur et de recueillir aux frais du contribuable l'adhésion de ses concitoyens, notamment celle des mécontents de l'action du gouvernement.

Le discours de plus offensif à son encontre est venu du dirigeant de l'ADLE (Alliance des libéraux et démocrates, centre droit) : le 12 mai, Calin Popescu-Tariceanu, alors en meeting à Brașov (Roumanie centrale) a déclaré que l'attitude adoptée par le Président Iohannis indiquait clairement qu'il était désormais bel et bien entré en campagne électorale, non pas en vue du prochain référendum, mais pour remporter l'élection présidentielle qui se tiendra en novembre ou en décembre 2019. Effectivement, au cours des semaines précédentes, le Président sortant avait annoncé être candidat à sa réélection. Poursuivant son discours auprès des militants de l'ADLE, C. Popescu-Tariceanu a incité les électeurs à ne pas participer à cette consultation populaire pour ne pas cautionner l'initiative présidentielle.

**Sources** : *Antena 3, Deutsche Welle, Agerpres, Roumania Europa*.

**date créée**
26/05/2019
**Champs de Méta**
**Auteur-article :** Stéphan Altasserre